

ECRIRE L'HISTOIRE DE LA GUERRE D'ALGERIE
DM p 95 TLES toutes questions

1 - Guy Pervillé est un historien français contemporanéiste qui reprend dans cet extrait l'historiographie de la guerre d'Algérie, c'est à dire comment on a construit l'histoire de cet événement. Les premières études historiques ont été produites hors de France et hors d'Algérie. Les premiers travaux ont été réalisés par des historiens des Etats-Unis et de Grande Bretagne. Les historiens algériens ont précédé les français. Pervillé explique ce retard par une attitude restrictive des pouvoirs publics. Il résume cela dans une phrase que vous feriez bien de retenir (*avec le nom de son auteur*) : **elle (la guerre...) a été suivie par une série de lois d'amnistie et par une volonté officielle d'amnésie.**

2 – Les études en France n'ont pas été soutenues par l'Etat. Il n'y a pas de fonds d'archives spécifique (contrairement aux deux guerres du XXe siècle) et les autorités n'encouragent pas la recherche. Le sujet a été laissé aux acteurs et journalistes pour des productions de l'ordre de la biographie ou du récit. Cela explique la persistance vive de mémoires contradictoires dans la société.

En Algérie, la situation est différente selon M. Harbi, historien algérien, co-auteur avec B. Stora d'un ouvrage sur la guerre d'Algérie en 2004 sous-titré « la fin de l'amnésie ». Les Algériens se passionnent « pour le rapatriement des archives » qui sont restées en France, pendant que les archives algériennes restent fermées.

3 - « L'histoire est sous surveillance », déclare M. Harbi. Les politiques ont donc barré le chemin des études historiques, et l'historien fait le parallèle entre les deux situations de chaque côté de la Méditerranée dans le dernier paragraphe en évoquant les « nationalismes d'Etat ». En effet, dans les deux pays, l'Etat ne collabore pas avec les historiens. En France, l'Etat semble s'en désintéresser alors qu'en Algérie il bloque la liberté de recherche, selon Pervillé en 1992. Le doc 2 montre que B. Stora n'est pas éloigné des responsables de la gauche, ici avec F. Hollande, alors que celui-ci est déjà en campagne pour la présidentielle (octobre 2011). *Ce que les documents ne rapportent pas, et qui manque un peu du coup, c'est l'engagement différentiel dans la guerre. La gauche française étant plutôt favorable à l'indépendance, surtout à l'extrême, alors que la droite en majorité s'y opposait, surtout à l'extrême...*

4 – Dans le texte de Pervillé, il semble que les historiens aient lâché le morceau aux acteurs et journalistes. Donc, dans un premier temps, ce sont les acteurs eux même qui ont publié leurs souvenirs. Les journalistes ont multiplié les enquêtes mais leur source principale reste les témoignages. C'est cette source dont parle le doc 5 qui est un entretien avec un autre historien algérien, Daho Djerbal. Après avoir considéré le témoignage comme essentiel, il montre sa subjectivité, puisque le témoin peut ne pas vouloir tout dire, de peur de déranger telle ou telle autorité, personnes, idée reçue... Ce constat le pousse à chercher à interpréter les silences des témoins, pour donner un sens à ces silences, ce qui est un travail d'historien...

5 – Les documents 3 et 4 montrent bien les rapports entre les historiens des deux nations. *On ne vous dit pas que les universitaires français d'Algérie avaient formé déjà de nombreux Algériens.* Le point de vue de M. Harbi en 2010 est valable pour les historiens des deux pays. Son itinéraire montre également les aller-retours : victime de la répression du temps de Boumédienne, il réside en France à partir de 1973 et retourne en Algérie en 1991, au moment où l'on pense que le pays s'oriente vers la démocratie. Il est donc un spectateur privilégié de ce combat entre le pouvoir et les tendances du peuple algérien pendant cette « deuxième guerre d'Algérie ». La question de la mémoire est alors essentielle. Les deux ouvrages présentés dans le doc 4 sont des recueils de contributions manifestement des deux rives de la Méditerranée. Et nous sommes bien placés à Marseille pour saisir cette coopération entre les pays riverains de la Méditerranée (MUCEM en particulier...)/ Les historiens cherchent à se libérer des carcans qui les empêchent de travailler sur cette période, des deux côtés. Et ils travaillent ensemble !

6 – *En quoi le travail des historiens peut-il avoir un impact sur les mémoires de la guerre d'Algérie...*

Cette question, c'est tout simplement la PB du chapitre... Y répondre c'est traiter le chapitre...

Or les documents abordent essentiellement la question des rapports entre l'Etat et les historiens, ce qui est décalé par rapport aux autres infos du chapitre sur les mémoires plurielles... cf l'IE des TS sur les sujets, texte du même Pervillé mais en 2012 cette fois ci...

Premier point : historiens et mémoire officielle. La mémoire officielle d'un Etat passe par plusieurs canaux : les programmes scolaires, les déclarations publiques, les décisions et le calendrier mémoriel.

En Algérie, il est clair que l'Etat n'a pas favorisé le travail des historiens, il l'a détourné, pour ne pas modifier la mythologie créée dès les débuts. En France les historiens ne s'en sont pas préoccupés tout de suite, laissant les anglo-saxons chercher sans d'ailleurs publier les ouvrages. Dans un premier temps le travail des historiens a donc été ignoré, et la mémoire officielle était la seule ayant droit de cité.

Les changements des années 1990 permettent la mise en route du travail des historiens, au moins en France, qui accueille également les chercheurs algériens. Ceux-ci trouvent en France de quoi mener leur recherche de manière indépendante (cf M. Harbi).

Les ouvrages des années 2000 semblent augurer d'un changement dans la mémoire officielle. Stora et Harbi publient ensemble un travail collectif en 2004 sur la guerre sous-titré « la fin de l'amnésie » et Abecassis et Meynier publie en 2008 un ouvrage « Pour une histoire franco-algérienne » qui se veut dégagée de toutes pressions extérieures, qu'elles soient d'Etat ou d'associations... La présence de Stora aux côtés de Hollande en 2011, la décision de Hollande de commémorer la guerre officiellement dans le calendrier mémoriel de la République, le 19 mars est contestée mais appliquée...(loi de 2012, première participation d'un président en 2016, avec discours....)

Deuxième point, évoqué seulement avec le document 5, le rapport entre l'historien et la mémoire des acteurs et des témoins... (sous-entendu c'est la mémoire qui circulent dans les familles...). Le document met en évidence les silences volontaires que les témoins laissent planer par peur de déranger ou d'être poursuivi... Cela semble concerner uniquement les témoins du côté algériens. Là, l'historien est là pour « combler les vides ». Le rapport entre l'historien et la mémoire est donc de nature auxiliaire, le professionnel aidant à mieux comprendre le témoignage. En généralisant, et en observant ce qui se fait en France, l'historien prend le relais des témoins. A propos des appelés, P Rothman et B Tavernier, sans être forcément historiens mais par un travail de journalisme sérieux, ont pu donner la parole à ces témoins qui gardaient le silence depuis 1962, dans le film « La guerre sans nom », en 1992. B. Stora a fait de même la même année avec « Les années algériennes » doublé de la sortie de son livre « La gangrène et l'oubli » dont le sujet est justement l'évolution des mémoires de la guerre et les changements que cet auteur pouvait constater au début des années 1990. Signalons, tout de même, que ce même B. Stora a reçu de nombreuses menaces de mort qui l'ont obligé à quitter le territoire pendant quelques temps au début des années 1990, en pleine « seconde guerre d'Algérie ».

Ce corpus documentaire n'atteint pas les questions des mémoires plurielles, concurrentes et opposées (anciens OAS, immigrés, anciens harkis etc...)... Là dessus l'historien a aussi sa contribution. Au delà d'une réconciliation franco-algérienne (doc 4) et de l'aide des historiens à décrypter les témoignages (doc 5), l'historien peut aider son pays à assumer son passé. M. Harbi le dit bien dans le doc 3. C'est en refusant d'occulter les déchirements, les erreurs que l'historien peut réconcilier le peuple, l'Etat et son passé. Donc l'impact pourrait être tout simplement civique, non pas en unifiant les mémoires, cela ne veut pas dire grand chose, ni en imposant une mémoire officielle mais en fournissant des travaux historiques qui permettront de « mettre à plat » les différentes mémoires et d'avoir comme héritage historique non une version, mais plusieurs entre lesquelles il ne faudra pas choisir mais qui formeront un bloc. On le voit bien avec la mémoire de la 2GM, cela n'est pas facile. Mais il est aujourd'hui évident pour tout le monde que les Français n'ont pas été QUE résistants ni QUE collabos mais qu'ils ont dans leur ensemble essayé de survivre au jour le jour... Les résistants furent une minorité, comme les collabos. Il est aussi admis que l'Etat a permis la déportation des juifs et la population française a aidé la majorité de la communauté juive de France.... La mémoire de la 2GM s'est donc construite ainsi, entre silences, revendications et travail des historiens.. On peut espérer que la mémoire de la guerre d'Algérie suive le même chemin et que s'apaisent les conflits de mémoire.